**Termes de référence d’un consultant pour la finalisation du Bilan Commun Pays du Bénin**

|  |  |
| --- | --- |
| **Lieu :** | Cotonou, Bénin |
| **Date limite de candidature :** | 24 avril 2017 |
| **Type de contrat :** | Contrat individuel (IC) |
| **Langues requises :** | Français et Anglais |
| **Date de commencement :** | 08 mai 2017 |
| **Durée du contrat :** | 30 jours ouvrables |

1. **CONTEXTE**

Le Gouvernement du Bénin a adhéré an janvier 2010 à la mise en œuvre la réforme des Nations Unies dénommée « Delivering as One » (DaO) ou initiative « Unis dans l’action ». Cette réforme a conduit le Système des Nations Unies (SNU) au Bénin à travailler dans un cadre commun de planification et à améliorer la coordination et la cohérence de ses interventions afin de mieux aligner son appui sur les priorités nationales. Dans cette perspective, le Gouvernement du Bénin a adopté en 2013, le Plan-cadre des Nations Unies pour l’assistance au développement (UNDAF) pour la période 2014-2018. Réunissant toutes les interventions du SNU au Bénin, ce plan-cadre est aligné sur les priorités nationales déclinées dans la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté SCRP (2011-2015). En soutien à la mise en œuvre de l’UNDAF, l’Equipe Pays a développé dans le domaine des opérations, le « Business Operation Strategy » (BOS) qui vise : i) la réduction des coûts de transaction ; ii) l’amélioration de la qualité des services des prestataires et iii) l’amélioration des liens entre les Programmes et les Opérations.

A la fin de l’année 2018, l’UNDAF (2014-2018) arrivera à terme. L’Equipe Pays s’est engagée dans le processus d’élaboration du nouveau UNDAF (2019-2021) conformément au nouveau guide de l’UNDG. A cet effet, une feuille de route devant conduire le processus de finalisation de l’UNDAF (2019-2021) a été adoptée.

Conformément à cette feuille de route, un exercice d’évaluation de l’UNDAF (2014-2018) a été initié. Se basant sur les résultats de cette évaluation, l’Equipe Pays a engagé une analyse approfondie de la situation du pays permettant d’obtenir un bilan exhaustif, renseignant sur les dimensions telles que l’élimination de la pauvreté, la réduction des inégalités, la promotion de la paix et de la sécurité, l’inclusion, la promotion des droits humains et la préservation de l’environnement. Cette analyse approfondie dénommée Bilan Commun Pays (CCA), servira de base pour la définition des priorités stratégiques du prochain UNDAF.

Le Bilan Commun du Pays (Common Country Analysis ou CCA) est donc l’instrument commun des Nations Unies pour analyser l’état actuel du développement national et identifier les problèmes clé de développement en mettant principalement l’accent sur les ODD et les différents principes de programmation du Système des Nations Unies (SNU), à savoir i) **les droits humains et le genre. ii) la redevabilité, iii) la durabilité et la résilience et iv) « ne laisser personne de côté**»

Le Bilan Commun du Pays permet ainsi d'examiner et d'étudier la situation du développement national et d'identifier les principaux problèmes aux fins de sensibilisation, dialogue d'intervention et préparation du Plan-Cadre des Nations Unies l'Aide au Développement[[1]](#footnote-1) (United Nations Development Assistance Framework ou UNDAF) qui définit la réponse collective, cohérente et intégrée des Nations Unies aux priorités et besoins nationaux.

Dans ce cadre, le Bureau du Coordonnateur Résident envisage recruter un consultant qui sera en charge de la finalisation du Bilan Commun pays. Il convient de rappeler que le Bilan Commun Pays devrait être une analyse indépendante de l’Equipe Pays, et devrait répondre impérativement au nouveau guide de l’UNDAF de l’UNDG (voir le guide sur le site de l’UNDG pour les détails).

1. **TACHES ET RESPONSABILITES**

Sous la direction du Coordonnateur Résident et la supervision directe du Chargé de Coordination et du Comité Programme, la présente mission sera conduite par un consultant qui appuiera l’Equipe Pays dans le processus de finalisation du Bilan Commun Pays. Il coordonnera et capitalisera toutes les analyses existantes et le draft du document disponible.

Les domaines ci-après doivent être impérativement couverts par la mission : l’approche droit ; l’analyse des vulnérabilités et des inégalités ; la résilience environnementale ; le principe de « Ne laisser personne de côté », ainsi que les gaps de capacités institutionnelles. Plus spécifiquement, le consultant affinera le draft de document en s’assurant de :

* l’analyse du contexte national en lien avec le mandat des Nations Unies décrit dans l’Agenda 2030, en tenant compte des gaps existants au niveau de chaque objectif de l’Agenda 2030 et les gaps existants en matière de données ;
* l’identification des défis de développement au niveau de chaque secteur, y compris les causes profondes de la pauvreté, des inégalités et de la discrimination, des lacunes de capacité au niveau des détenteurs de droits et des **débiteurs d’obligations ;**
* l’analyse des avantages comparatifs du Système des Nations Unies et de sa capacité à apporter une réponse à certains défis de développement qui doivent orienter la planification stratégique dans le cadre du prochain l’UNDAF ;
* l’identification des risques et l’élaboration d’un plan de contingences.
1. **RESULTATS ATTENDUS ET LIVRABLE**

Les principaux résultats attendus de la mission :

* Une analyse du contexte national en lien avec le mandat des Nations Unies décrit dans l'Agenda 2030 est faite,
* L’identification des gaps existants au niveau de chaque ODD est faite,
* L’analyse des vulnérabilités (économique, sociale et environnementale) au Bénin est faite ;
* Les causes profondes de la pauvreté, des inégalités et de la discrimination, des lacunes de capacités au niveau des détenteurs de droits et des débiteurs d’obligations sont identifiées ;
* L’identification des défis de développement au niveau de chaque secteur est faite,
* Des esquisses de solutions permettant de corriger les gaps identifiés, à court, moyen et long terme sont proposées
* l’identification des risques et la proposition d’un plan de contingences pour la gestion de ces risques sont faites
* Les changements pouvant découler de la correction des gaps identifiés sont formulés ;
* Les conditions critiques nécessaires à la réalisation desdits changements (y compris les actions du gouvernement et celles d’autres partenaires) sont identifiées
* La définition des avantages comparatifs des Nations Unies est faite.
1. **COMPETENCES**
* Excellente capacité d’analyse, de synthèse et de rédaction en français ;
* Capacité à travailler dans un environnement complexe, en collaboration avec plusieurs acteurs ;
* Etre capable de travailler dans une équipe multiculturelle;
* Posséder d’excellentes capacités en termes de relations interpersonnelles;
* Maîtrise de l’outil informatique (Word, Excel, Power point, Internet, etc.).
1. **QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES**

Education :

* Etre titulaire d’au moins un Master en sciences sociales ou équivalent en économie, sciences politiques et planification.

Expériences professionnelles :

* Avoir réalisé au moins deux exercices de formulation de stratégies Nationale de développement (Plan National de Développement, Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, Etudes Nationales prospectives à long termes,…) ;
* Avoir participé à au moins 2 exercices de formulation de stratégie de Coopération entre un Gouvernement et un Bailleur (UNDAF, CPD, Document de stratégie Pays, etc...) ;
* Avoir travaillé sur au moins un processus d’élaboration du CCA/UNDAF ;
* Avoir travaillé sur au moins deux processus CCA/UNDAF ;
* Avoir une expérience dans le domaine du genre et /ou de l’approche droits humains.

Langue :

* Avoir une parfaite maitrise du français et une compréhension de l’anglais.
1. **EVALUATION**
2. **Cadre de coopération**

Les offres resteront valables pour un délai de 60 jours.

Les offres sont soumises aux conditions générales du PNUD applicable aux contrats individuels (IC)

1. **Evaluation**

L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques sera faite avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières des candidats qualifiés.

* + ***Evaluation techniques***

Les consultants seront évalués conformément à la grille ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Récapitulatif des formulaires d’évaluation des Propositions techniques** | **Notes maximum** |
| **1** | **Projet de plan de travail, approche méthodologique et chronogramme (40 points)** |
| 1.1. | La méthodologie développée et la modalité de mise en œuvre sont clairement énoncées et conformes aux orientations des TDR | 15 |
| 1.2. | Les activités proposées sont cohérentes et réalistes | 15 |
| 1.3. | Les produits à livrer aux différentes étapes du processus sont compris et spécifiés | 5 |
| 1.4. | L’échéancier de réalisation fait preuve de réalisme  | 5 |
| **2** | **Qualifications et expériences (60 points)** |
| 2.1. | Etre titulaire d’au moins un Master en sciences sociales ou équivalent en économie, sciences politiques, planification; | 5 |
| 2.2. | Avoir réalisé au moins deux exercices de de formulation de stratégies Nationale de développement (PND, DSRP,…)  | 15 |
| 2.3. | Avoir participé à au moins 2 exercices de formulation de stratégie de Coopération entre un Gouvernement et un Bailleurs (UNDAF, CPD, Document de stratégie Pays,etc..) | 15 |
| 2.4. | Avoir travaillé sur au moins deux processus CCA/UNDAF | 15 |
| 2.6 | Expérience confirmée sur l’approche basée sur le Genre et sur l’approche basée sur les droits humains | 5 |
| 2.7 | Avoir une parfaite maitrise du français et une compréhension de l’anglais | 5 |
|  | **Total** | **100** |

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 70% des points à l’issue de l’évaluation technique seront pris en compte pour l’évaluation financière

* + ***Evaluation Financière***

La formule utilisée pour déterminer les scores financiers est la suivante :

Sf=100 x Fm /F, où Sf est le score financier, Fm est la proposition la moins disante et F le prix de la proposition considérée.

* + ***Evaluation finale***

La méthode combinée sera utilisée pour l’évaluation finale.

La notation finale sera la moyenne pondérée de la note technique et de la note financière avec les coefficients de pondération suivants : score technique (70%) et score financier (30%) ;

La note totale (T) sera donc : T= St X 0,70 + Sf X 0,30

Le consultant retenu par profil sera celui qui totalisera le maximum de points combinés (cumul des notes technique et financière)

1. ***Modalités de paiement***

Le paiement se fera selon les modalités suivantes :

* 20% : Après validation du rapport de démarrage
* 50% après réception de la version provisoire du rapport de la mission
* 30% après intégration des commentaires et réception de la version définitive du rapport de la mission
1. **CANDIDATURES**

Les dossiers de candidatures doivent être composés comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Offre** | **Documents** | **Description** | **Forme** |
| **Partie 1 :** Offre Technique | Note méthodologique pour l’exécution de la mission attendue  | Une description expliquant : | Pas de formulaire spécifique |
| **En quoi vous êtes le meilleur candidat pour la mission ;**  |
| **La démarche ou approche, les outils ainsi que les tâches que vous comptez mettre en œuvre pour réaliser la mission. Un chronogramme indicatif des activités** |
| Curriculum Vitae | Fournir votre CV détaillé |  |
|  Formulaire P11 | Remplir le formulaire de P11 en annexe en y incluant surtout votre expérience des missions similaires et indiquant au moins 3 (trois) personnes de référence. | [Formulaire P11 disponible sur le site du PNUD](http://www.cd.undp.org/hr/P11_SCs_%20IC.doc)  |
| Diplômes | Envoyer une(les) copies du (des) diplômes |   |
| Preuve de missions similaires réalisées | Fournir les attestations de bonne fins d’exécution ou tout autre document prouvant l’exécution de missions similaires |  |
| **Partie 2 :** Offre Financière | Tableau des coûts | Remplir le canevas ci-dessous |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| L’offre financière devra spécifier le montant forfaitaire total qui doit comprendre tous les coûts associés pour le travail mentionné plus haut **dans une enveloppe séparée** et le mode de paiement souhaité en tenant compte de 30 jours calendaires.En cas d’intervention hors de Porto-Novo, Calavi et Cotonou, le déplacement est assuré et les Perdiem seront payés en addition au taux national.**Canevas de présentation de l’offre Financière**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Désignations | Taux h/j | Nombre/Qté | Montants |
| Honoraire |  | 30 |  |
| Billet d’avion (s’il y a lieu) |  |  |  |
| DSA à Cotonou (s’il y a lieu) |  |  |  |
| Frais de communication et de rapportage | FF |  |  |
| Autres frais éventuels (à préciser) |  |  |  |

 |

1. [↑](#footnote-ref-1)